CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.711/4
du 16 avril 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'concernant la subvention des acteurs de la coopération non gouvernementale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.711/4
van 16 april 2014

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de subsidiëring van de actoren van de niet-gouvernementele samenwerking'

Le 12 mars 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 18 avril 2014 [(*)], sur un projet d'arrêté royal 'concernant la subvention des acteurs de la coopération non gouvernementale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 avril 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 avril 2014.

(*) Par courriel du 17 mars 2014.

*

Op 12 maart 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 18 april 2014 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de subsidiëring van de actoren van de niet-gouvernementele samenwerking'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 april 2014.

(*) Bij e-mail van 17 maart 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

Le projet d'arrêté se donne pour objet d'exécuter les articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 'relative à la coopération belge au développement', tels qu'ils ont été remplacés par la loi du 9 janvier 2014.

Ces dispositions tendent à régler l'agrément ou le statut (article 26) et le subventionnement (article 27) des acteurs de la coopération non gouvernementale.

Il résulte de l'article 38 de la loi du 19 mars 2013 que, dans leur majorité, les dispositions que contiennent les articles 26 et 27 de cette loi n'entreront en vigueur que le 1er janvier 2017. Plus précisément, c'est à cette date qu'entreront en vigueur l'article 26, §§ 1er et 2, § 3, alinéa 1er, 4°, et §§ 4 et 5, et l'article 27, §§ 1er à 4. L'article 26, § 3, alinéa 1er, 1° à 3°, et alinéas 2 à 5, et l'article 27, §§ 5 à 7, sont par contre en vigueur aujourd'hui [1].

À l'heure actuelle, la matière fait l'objet de divers arrêtés pris en exécution de la loi du 25 mai 1999 'relative à la coopération internationale belge', qu'a abrogée la loi du 19 mars 2013. Il s'agit en particulier de l'arrêté royal du 23 décembre 2002 'portant exécution de l'article 11 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge', de l'arrêté royal du 14 décembre 2005 'relatif aux agréments d'organisations non gouvernementales de développement', de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 'relatif à la subvention des programmes et projets présentés par les organisations non gouvernementales de développement agréées', de l'arrêté royal du 7 février 2007 'régissant l'agrément et la subvention des fédérations des organisations non gouvernementales de développement' et de l'arrêté ministériel du 30 mai 2007 portant exécution de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 'relatif à la subvention des programmes et projets présentés par les organisations non gouvernementales de développement agréées'.

L'article 37/1 de la loi du 19 mars 2013, inséré par la loi du 9 janvier 2014, prévoit que ces arrêtés « sont abrogés à partir du 1er janvier 2017 ».

L'article 37/2 de la loi du 19 mars 2013, également inséré par la loi du 9 janvier 2014, ajoute, d'une part, que les organisations agréées conformément à l'arrêté royal du 14 décembre 2005 ou à l'arrêté royal du 7 février 2007 ou ayant obtenu le statut de partenaire de la coopération bilatérale indirecte sur la base de l'arrêté royal du 23 décembre 2002 conservent cet agrément ou ce statut jusqu'au 31 décembre 2016 aux conditions fixées par l'arrêté concerné [2]

[1] Il semble qu'il faut considérer que ces dispositions sont entrées en vigueur le 9 février 2014, qui est le dixième jour après celui de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 9 janvier 2014.

[2] Article 37/2, § 1er, alinéa 2, et §§ 2 et 3, de la loi du 19 mars 2013.

et, d'autre part, que, quand ils débutent entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2016 les programmes ou projets subventionnés des organisations agréées conformément à l'arrêté royal du 14 décembre 2005 ou ayant obtenu le statut de partenaire de la coopération bilatérale indirecte sur la base de l'arrêté royal du 23 décembre 2002 sont introduits et exécutés conformément, selon le cas, à l'arrêté royal du 24 septembre 2006 [3] et à l'arrêté ministériel du 30 mai 2007 ou à l'arrêté royal du 23 décembre 2002 et prennent fin au plus tard le 31 décembre 2016 [4].

La même disposition prévoit encore :

1° que, dès le 1er janvier 2014, aucune demande d'agrément ne peut plus être introduite sur la base de l'arrêté royal du 14 décembre 2005 [5] ;

2° que les organisations qui souhaitent obtenir l'un des agréments ou le statut prévus par l'article 26 de la loi du 19 mars 2013 introduisent une demande auprès du ministre au plus tard le 31 décembre 2014 [6] ;

3° et que les organisations qui introduisent une demande conformément à l'article 26 de la loi du 19 mars 2013 communiquent à l'administration les analyses contextuelles communes visées à l'article 27, §§ 1er à 3, de la même loi au plus tard le 31 décembre 2015 [7].

Il convient également de signaler l'existence d'un arrêté royal du 2 avril 2014 'régissant l'agrément et la subvention des coupoles et modifiant l'arrêté royal du 7 février 2007 régissant l'agrément et la subvention des fédérations des organisations non gouvernementales de développement'. Cet arrêté est pris en exécution de dispositions particulières, déjà entrées en vigueur, des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 [8]. Aucune règle ne fixe son entrée en vigueur, de sorte que, conformément à l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge* le 15 avril 2014. Conformément à l'article 37/1 de la loi du 19 mars 2013, les dispositions par lesquelles il modifie l'arrêté royal du 7 février 2007 cesseront de produire leurs effets à partir du 1er janvier 2017.

Le présent projet d'arrêté ne contient pas de disposition tendant à fixer son entrée en vigueur.

Aussi, conformément à l'article 6, alinéa 1er, de la loi précitée du 31 mai 1961, il est appelé à entrer en vigueur pour le tout le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*.

---

[3] Arrêté auquel l'article 37/3 de la loi du 19 mars 2013, inséré lui aussi par la loi du 9 janvier 2014, apporte diverses modifications.

[4] Article 37/2, §§ 5 et 6, de la loi du 19 mars 2013.

[5] Article 37/2, § 1er, alinéa 2, de la loi du 19 mars 2013.

[6] Article 37/2, § 4, de la loi du 19 mars 2013.

[7] Article 37/2, § 7, de la loi du 19 mars 2013.

[8] En l'occurrence les articles 26, § 3, et 27, § 6.

Interrogée sur ce point, la déléguée du ministre a confirmé que telle était l'intention des auteurs du texte. Elle a en outre indiqué que la volonté était de publier rapidement l'arrêté en projet au *Moniteur belge*.

Il importe d'observer qu'entreraient ainsi en vigueur le dixième jour après celui de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté en projet non seulement les dispositions de celui-ci qui tendent à exécuter des dispositions déjà en vigueur des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 [9] mais aussi celles qui visent à exécuter des dispositions de ces articles qui entreront en vigueur le 1er janvier 2017 [10].

Or, il ne peut être admis qu'entrent en vigueur avant le 1er janvier 2017 les dispositions de l'arrêté en projet qui exécutent des dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 appelées à n'entrer en vigueur qu'à cette date. Cela serait contraire à l'article 38 de la loi du 19 mars 2013. En outre, dans la mesure où ces dispositions du projet d'arrêté contiennent des règles différentes de celles que contiennent les arrêtés dont l'article 37/2 de la loi du 19 mars 2013 maintient les effets jusqu'au 31 décembre 2016, il en résulterait aussi une violation de ce dernier article.

En vue d'expliquer la volonté des auteurs de l'arrêté en projet que celui-ci entre en vigueur pour le tout le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*, la déléguée du ministre a spécialement insisté sur le fait qu'en vertu de l'article 37/2 de la loi du 19 mars 2013, comme indiqué plus haut, les organisations qui souhaitent obtenir l'un des agréments ou le statut prévu par l'article 26 de la loi doivent introduire leur demande au plus tard le 31 décembre 2014 et communiquer à l'administration les analyses contextuelles communes visées à l'article 27, §§ 1er à 3, de la loi au plus tard le 31 décembre 2015.

Il est vrai que l'accomplissement de ces démarches implique l'application de dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 qui n'entreront en vigueur que le 1er janvier 2017, et que ceci suppose que le Roi prenne, comme l'envisage l'arrêté en projet, les mesures requises pour l'exécution de ces dispositions.

Toutefois, ceci ne peut suffire à justifier qu'entrent en vigueur avant le 1er janvier 2017 les dispositions de l'arrêté en projet qui exécutent des dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 appelées à n'entrer en vigueur qu'à cette date.

La difficulté tient, en réalité, dans le fait que le législateur a mis en place un système incohérent en prévoyant en même temps, d'une part, que des dispositions déterminées

---

[9] Voir ainsi l'article 5 (en ce qu'il s'applique aux coupoles), les articles 11 à 15, l'article 17, l'article 25, § 1er, l'article 26 (en ce qu'il renvoie aux tâches prévues à l'article 25, § 1er), les articles 27 et 28, les articles 38 et 39, les articles 42 et 43 (en ce qu'ils se rapportent à des subventions prévues par des dispositions de la loi du 19 mars 2013 déjà en vigueur), l'article 50, les articles 51 et 52 (en ce qu'ils se rapportent à des subventions prévues par des dispositions de la loi du 19 mars 2013 déjà en vigueur) et l'article 53 de l'arrêté en projet.

[10] Voir ainsi les articles 2 à 4, l'article 5 (en ce qu'il s'applique aux fédérations), les articles 6 à 10, l'article 16, les articles 18 à 24, l'article 25, § 2, l'article 26 (en ce qu'il renvoie aux tâches prévues à l'article 25, § 2), les articles 29 à 37, les articles 40 et 41, les articles 42 et 43 (en ce qu'ils se rapportent à des subventions prévues par des dispositions de la loi du 19 mars 2013 en vigueur le 1er janvier 2017), les articles 44 à 49, les articles 51 et 52 (en ce qu'ils se rapportent à des subventions prévues par des dispositions de la loi du 19 mars 2013 en vigueur le 1er janvier 2017) et les annexes de l'arrêté en projet.

des articles 26 et 27 de la loi du 19 mars 2013 n'entreront en vigueur que le 1er janvier 2017 et, d'autre part, que des démarches impliquant l'application de ces dispositions doivent être accomplies avant ladite date [11].

Il s'indiquerait que le législateur remédie à cette difficulté.

En attendant, la volonté des auteurs de l'arrêté en projet de faire rapidement entrer en vigueur celui-ci pour le tout ne peut aboutir.

Eu égard à l'importance de cette objection et comme l'arrêté en projet se présente comme formant un ensemble indissociable, il ne sera pas examiné plus avant.

*

[11] L'article 37/2, §§ 4 et 7, de la loi du 19 mars 2013 y a été introduit par l'article 22 de la loi du 9 janvier 2014. Cette disposition est issue d'un amendement parlementaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2923/002, amendement n° 2) qui, pas davantage que la proposition de loi initiale (*ibid.*, n° 53-2923/001), n'a été soumis à l'avis du Conseil d'État.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Het ontwerpbesluit strekt tot uitvoering van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 'betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking', zoals ze zijn vervangen bij de wet van 9 januari 2014.

Die bepalingen strekken ertoe de erkenning of het statuut (artikel 26) en de subsidiëring (artikel 27) van de actoren van de niet-gouvernementele samenwerking te regelen.

Uit artikel 38 van de wet van 19 maart 2013 vloeit voort dat het merendeel van de bepalingen van de artikelen 26 en 27 van deze wet pas op 1 januari 2017 in werking zullen treden. Op die datum zullen meer bepaald artikel 26, §§ 1 en 2, § 3, eerste lid, 4°, en §§ 4 en 5, en artikel 27, §§ 1 tot 4 in werking treden. Artikel 26, § 3, eerste lid, 1° tot 3°, en tweede tot vijfde lid, en artikel 27, §§ 5 tot 7, zijn daarentegen nu al van kracht.[1]

Op dit ogenblik wordt de betreffende aangelegenheid geregeld in verscheidene besluiten ter uitvoering van de wet van 25 mei 1999 'betreffende de Belgische internationale samenwerking', die is opgeheven bij de wet van 19 maart 2013. Het gaat inzonderheid om het koninklijk besluit van 23 december 2002 'tot uitvoering van artikel 11 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking', het koninklijk besluit van 14 december 2005 'betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties', het koninklijk besluit van 24 september 2006 'betreffende de subsidiëring van programma's en projecten voorgelegd door de erkende niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties', het koninklijk besluit van 7 februari 2007 'voor de erkenning en betoelaging van de Federaties van de niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties' en het ministerieel besluit van 30 mei 2007 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 24 september 2006 'betreffende de subsidiëring van programma's en projecten voorgelegd door de erkende niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties'.

Artikel 37/1 van de wet van 19 maart 2013, ingevoegd bij de wet van 9 januari 2014, bepaalt dat die besluiten "worden opgeheven vanaf 1 januari 2017".

[1] Het laat zich aanzien dat ervan moet worden uitgegaan dat die bepalingen in werking zijn getreden op 9 februari 2014, dit is op de tiende dag na die waarop de wet van 9 januari 2014 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Voorts bepaalt artikel 37/2 van de wet van 19 maart 2013, eveneens ingevoegd bij de wet van 9 januari 2014, enerzijds dat de organisaties die zijn erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 december 2005 of het koninklijk besluit van 7 februari 2007, of die het statuut van partner van de indirecte bilaterale samenwerking hebben verkregen op basis van het koninklijk besluit van 23 december 2002, deze erkenning of dit statuut behouden tot 31 december 2016 onder de voorwaarden bepaald bij het desbetreffende besluit[2], en anderzijds dat de gesubsidieerde programma's of projecten van de organisaties die zijn erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 december 2005, of die het statuut van partner van de indirecte bilaterale samenwerking hebben verkregen op basis van het koninklijk besluit van 23 december 2002, indien ze aanvangen tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden ingediend en uitgevoerd overeenkomstig, naargelang van het geval, het koninklijk besluit van 24 september 2006[3] en het ministerieel besluit van 30 mei 2007 of het koninklijk besluit van 23 december 2002, en uiterlijk op 31 december 2016 eindigen[4].

Nog luidens deze bepaling:

1° kan vanaf 1 januari 2014 geen enkele erkenningsaanvraag meer worden ingediend op basis van het koninklijk besluit van 14 december 2005;[5]

2° dienen de organisaties die één van de erkenningen of het statuut waarvan sprake in artikel 26 van de wet van 19 maart 2013, willen verkrijgen, uiterlijk op 31 december 2014 een aanvraag bij de minister in;[6]

3° en delen de organisaties die een aanvraag overeenkomstig artikel 26 van de wet van 19 maart 2013 indienen, de gemeenschappelijke contextanalyses, bedoeld in artikel 27, §§ 1 tot 3, van dezelfde wet, uiterlijk op 31 december 2015 aan de administratie mee.[7]

Voorts moet worden gewezen op het bestaan van een koninklijk besluit van 2 april 2014 'tot erkenning en betoelaging van de koepels en tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 voor de erkenning en betoelaging van de Federaties van de niet gouvernementele ontwikkelingsorganisaties'. Dat besluit is uitgevaardigd ter uitvoering van reeds in werking getreden bijzondere bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013.[8] Geen enkele bepaling regelt de inwerkingtreding ervan, zodat het, overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', in werking zal treden op de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* op 15 april 2014. Overeenkomstig artikel 37/1 van de wet van 19 maart 2013

[2] Artikel 37/2, § 1, tweede lid, en §§ 2 en 3, van de wet van 19 maart 2013.

[3] Besluit waarin artikel 37/3 van de wet van 19 maart 2013, eveneens ingevoegd bij de wet van 9 januari 2014, verscheidene wijzigingen aanbrengt.

[4] Artikel 37/2, §§ 5 en 6, van de wet van 19 maart 2013.

[5] Artikel 37/2, § 1, tweede lid, van de wet van 19 maart 2013.

[6] Artikel 37/2, § 4, van de wet van 19 maart 2013.

[7] Artikel 37/2, § 7, van de wet van 19 maart 2013.

[8] *In casu*, de artikelen 26, § 3, en 27, § 6.

zullen de bepalingen waarbij het het koninklijk besluit van 7 februari 2007 wijzigt, buiten werking treden vanaf 1 januari 2017.

Het voorliggende ontwerpbesluit bevat geen bepaling tot regeling van de inwerkingtreding ervan.

Het treedt bijgevolg overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de voormelde wet van 31 mei 1961, in werking op de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Op de vraag die in dat verband aan de gemachtigde van de Minister is gesteld, heeft zij geantwoord dat dat inderdaad de bedoeling van de stellers van de tekst was. Bovendien heeft zij erop gewezen dat het de bedoeling was om het ontwerpbesluit spoedig in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken.

Er zij op gewezen dat daardoor, op de tiende dag na die van de bekendmaking van het ontwerpbesluit in het *Belgisch Staatsblad,* niet alleen de bepalingen van het ontwerpbesluit in werking treden die ertoe strekken reeds in werking getreden bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 ten uitvoer te leggen[9], maar ook de bepalingen van het ontwerpbesluit die ertoe strekken bepalingen van die artikelen ten uitvoer te leggen die in werking treden op 1 januari 2017[10].

Het gaat evenwel niet op dat de bepalingen van het ontwerpbesluit waarbij bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 ten uitvoer worden gelegd die pas in werking treden op 1 januari 2017, vóór deze datum in werking treden. Dat zou strijdig zijn met artikel 38 van de wet van 19 maart 2013. Bovendien zou daaruit tevens een schending van artikel 37/2 van de wet van 19 maart 2013 voortvloeien, in zoverre die bepalingen van het ontwerpbesluit regels bevatten die verschillen van de regels vervat in de besluiten waarvan dat artikel 37/2 de gevolgen in stand houdt tot 31 december 2016.

Om uit te leggen waarom de stellers van het ontwerpbesluit het in zijn geheel in werking willen laten treden op de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*", heeft de gemachtigde van de Minister inzonderheid de nadruk gelegd op het feit dat, zoals hierboven vermeld, luidens artikel 37/2 van de wet van 19 maart 2013 de organisaties die één van de erkenningen of het statuut waarvan sprake in artikel 26 van de wet willen verkrijgen, hun aanvraag uiterlijk op 31 december 2014 moeten indienen en de gemeenschappelijke

[9] Zie aldus artikel 5 (in zoverre het op de koepels van toepassing is), de artikelen 11 tot 15, artikel 17, artikel 25, § 1, artikel 26 (in zoverre het verwijst naar de taken waarin artikel 25, § 1 voorziet), de artikelen 27 en 28, de artikelen 38 en 39, de artikelen 42 en 43 (in zoverre ze betrekking hebben op subsidiëringen waarin reeds in werking getreden bepalingen van de wet van 19 maart 2013 voorzien), artikel 50, de artikelen 51 en 52 (in zoverre ze betrekking hebben op subsidiëringen waarin reeds in werking getreden bepalingen van de wet van 19 maart 2013 voorzien) en artikel 53 van het ontwerpbesluit.

[10] Zie aldus de artikelen 2 tot 4, artikel 5 (in zoverre het betrekking heeft op de federaties), de artikelen 6 tot 10, artikel 16, de artikelen 18 tot 24, artikel 25, § 2, artikel 26 (in zoverre het verwijst naar de taken waarin artikel 25, § 2 voorziet), de artikelen 29 tot 37, de artikelen 40 en 41, de artikelen 42 en 43 (in zoverre ze verwijzen naar subsidiëringen waarin is voorzien in bepalingen van de wet van 19 maart 2013 die op 1 januari 2017 in werking treden), de artikelen 44 tot 49, de artikelen 51 en 52 (in zoverre ze betrekking hebben op subsidies waarin is voorzien in bepalingen van de wet van 19 maart 2013 die op 1 januari 2017 in werking treden) en de bijlagen van het ontwerpbesluit.

contextanalyses bedoeld in artikel 27, §§ 1 tot 3, van de wet, uiterlijk op 31 december 2015 aan de administratie moeten meedelen.

Het is waar dat daarvoor bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 moeten worden toegepast die pas op 1 januari 2017 in werking zullen treden en zulks veronderstelt dat de Koning, zoals geschiedt bij het ontwerpbesluit, de maatregelen treft die vereist zijn voor het uitvoeren van die bepalingen.

Dat kan op zich echter niet voldoende zijn om te verantwoorden dat de bepalingen van het ontwerpbesluit waarbij bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 ten uitvoer worden gelegd die pas in werking treden op 1 januari 2017, vóór deze datum in werking treden.

Het probleem is eigenlijk dat de wetgever een incoherent systeem heeft opgezet door tegelijkertijd te bepalen dat enerzijds welbepaalde bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 19 maart 2013 pas op 1 januari 2017 in werking zullen treden en anderzijds dat voor die datum de stappen moeten worden gezet die de toepassing van die bepalingen impliceren.[11]

Het zou wenselijk zijn dat de wetgever dat probleem verhelpt.

In afwachting kan niet worden voldaan aan de wens van de stellers van het ontwerpbesluit om het spoedig volledig in werking te laten treden.

Gelet op het belang van dit bezwaar en aangezien het ontwerpbesluit zich als een onlosmakelijk geheel aandient, zal het niet verder worden onderzocht.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Pierre VANDERNOOT

[11] Artikel 37/2, §§ 4 en 7, van de wet van 19 maart 2013 werd ingevoegd bij artikel 22 van de wet van 9 januari 2014. Aan de basis van die bepaling ligt een door een parlementslid ingediend amendement (*Parl.St.* Kamer, 2012-2013, nr. 53-2923/002, amendement nr. 2) dat, evenmin als het aanvankelijke wetsvoorstel (*ibid.*, nr. 53-2923/001), voor advies aan de Raad van State is voorgelegd.